

Département thématique Politiques externes

LE CITOYEN EN DANGER DROITS DE L'HOMME ET LIBERTES DANS LA RUSSIE POUTINIENNE

DROITS DE L'HOMME

Cette note d'information a été demandée par la sous-commission des Droits de l'Homme du Parlement européen.

Cette étude est publiée dans les langues suivantes : EN, FR (OR), RU

Auteur: **Mme Marie MENDRAS**, chercheur
Centre National de la recherche Scientifique,
Paris

Administrateur responsable: **Andrea SUBHAN**
Direction générale pour les Politiques externes de l'Union
Département thématique
BD4 06 M 071
rue Wiertz, 60
B-1047 Brussels

Manuscrit complété le 7 février 2008

Cette étude est disponible sur internet
<http://www.europarl.europa.eu/activities/expert/eStudies.do?language=FR>

Bruxelles: Parlement européen, 2008

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

©Communautés Européennes, 2008

Marie Mendras est chercheur au Centre National de la recherche Scientifique, spécialiste de la Russie au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales. Elle enseigne à Sciences Po à Paris. Elle anime l'Observatoire de la Russie au CERI et a notamment publié sous sa direction *Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarque*, Autrement, 2004, et *La Russie de Poutine*, Pouvoirs, Le Seuil, 2005. Parmi ses publications en anglais : *Russia and Europe. The Challenge of Proximity*, Europa Institut Zürich, Schulthess, 2004, « Back to the Besieged Fortress ? », in *Putin's Empire*, Stefan Batory Foundation, Warsaw, 2007, « Authority an Identity in Russia » in Katlijn Malfliet, ed., *Elusive Russia*, Leuven, 2007.

Marie Mendras a fait ses études à Essex University, Sciences Po Paris, l'Institut des Langues et Civilisations Orientales, Johns Hopkins University Bologna Center, et Harvard University.

Table des matières

Introduction	4
1. La succession de Vladimir Poutine n'aura pas lieu	4
2. La déconstruction des institutions publiques	7
3. Les medias et les entraves à la liberté d'information et d'expression	9
4. La société incivile	10
5. Des élections sous contrôle: la machine administrative et la fin de l'opposition	13
6. La violence et la répression	14
Conclusion	16
ANNEXES	18

Introduction

En Russie aujourd'hui, la vie politique est dominée par deux questions : le maintien au pouvoir de Vladimir Poutine et l'identité nationale. Ces deux sujets, déclinés sous toutes les formes et sur tous les tons dans le discours officiel et dans les médias, écrasent les autres sujets, notamment le sujet crucial de la politique sociale. Quant au thème des droits de l'Homme et des libertés, il n'apparaît presque plus.

Tous les sujets d'actualité se trouvent traités par rapport à Poutine, ses activités, ses déclarations, ses projets, et le plus souvent en lien avec le renforcement de la puissance et de l'« idée nationale russe ». Les conseillers du Kremlin et la plupart des candidats qui se présentent aux législatives du 2 décembre 2007 martèlent trois slogans : « La Russie aux Russes », « la démocratie souveraine » et « la spécificité russe ». Leur orientation est claire et peut se résumer ainsi : « la Russie s'est relevée et redevient un pays qui compte en politique internationale. Elle ne doit plus subir les interférences et diktats venant de l'étranger. Les dirigeants russes sont soutenus par la population et savent mieux que les gouvernements et experts occidentaux ce qui est bon pour leur société. Les « valeurs » européennes sont subjectives et les Russes n'ont pas d'obligation à les adopter aveuglément. »

1. La succession de Vladimir Poutine n'aura pas lieu

L'absence d'alternance est un trait marquant des régimes autoritaires. Le cas de la Russie est emblématique. Depuis que Vladimir Poutine a été réélu à la tête de la Fédération en mars 2004, le casse-tête de 2008 occupe tous les esprits. Selon les termes de la constitution de 1993, le Président de Russie peut exercer deux mandats consécutifs de quatre ans. Le Président sortant savait qu'il devrait donc quitter son poste en mars 2008, sauf si la constitution était révisée. Poutine a choisi de ne pas engager une procédure de révision constitutionnelle, alors que celle-ci n'aurait posé aucun problème, le Parlement étant aux ordres de l'exécutif. La Douma élue en décembre 2003 ne compte que quelques députés véritablement d'opposition, parfois le parti communiste s'oppose aux projets gouvernementaux. Quant à la Chambre Haute du Parlement, le Conseil de la Fédération, il n'a plus aucune autorité depuis la réforme de son mode de formation. En 1993 et 1995, les « sénateurs » -on les appelait familièrement ainsi à l'époque- ont été élus au suffrage universel direct. Depuis 1999, le Conseil est formé de personnalités y siégeant *ex officio* : le Président de l'Assemblée régionale (donc un élu) et le gouverneur de la région ou le Président de la république, également élu. En 2003, le système est encore une fois modifié. Chaque province (sujet de la Fédération, au nombre de 86 en 2007) dispose toujours de deux sièges au Conseil. Le premier siège est attribué par l'Assemblée provinciale, le second par l'administration provinciale. Ni l'un ni l'autre n'ont la légitimité directe des urnes.

Pourtant, même avec des députés très conciliants, le Président n'a pas voulu réviser l'article 81 de la Loi fondamentale. Plusieurs interprétations existent. La plus pertinente semble être la volonté de Poutine de ne pas faire comme les dictateurs d'Asie centrale et de Biélorussie, qui

se sont octroyé des troisièmes mandats, et pourront rester au pouvoir aussi longtemps que personne ne les en empêchera. Poutine ne tient pas à être comparé à Islam Karimov, Nursultan Nazarbaiev ou Alexandr Loukachenko. Il nourrit donc une forme de coquetterie qui est de préserver, en apparence, l'intégrité du texte constitutionnel. Le scénario qu'il a exposé le 1^{er} octobre 2007 devant le Congrès du parti du pouvoir « Russie Unie » est néanmoins une grossière subversion de l'esprit et du texte de la Constitution.

Si l'idée est de transformer la Russie en une « république parlementaire » où le Premier Ministre serait le chef de l'exécutif, et le Président une figure nationale sans pouvoir de décision, cela demande l'adoption d'une nouvelle Constitution. Si l'idée est de permettre à Vladimir Poutine de gagner du temps, en restant au pouvoir pendant quelques mois en qualité de Premier Ministre, pour ensuite reprendre la Présidence pour deux nouveaux mandats consécutifs, l'opération est une véritable manipulation. Le scénario serait le suivant : Poutine fait gagner très largement le parti de la nomenklatura, *Russie Unie*, le 2 décembre 2007. Il utilise à plein régime la « ressource administrative », euphémisme russe pour « contrôle » des élections par les commissions électorales et les administrations locales, et assure à son « parti » 65-70% des voix, ce qui lui donnera environ 75% des sièges à la Douma. Les législatives seraient donc transformées en plébiscite pour le Leader, la Douma ne serait plus du tout une instance « représentative » et n'aurait pour fonction que d'entériner les projets de loi gouvernementaux.

Trois mois plus tard, le 2 mars 2008, l'élection présidentielle n'intéressera plus les Russes, puisque Poutine est assuré de rester le vrai Chef. La personnalité choisie pour occuper formellement le poste de Président sera un homme très, très loyal qui aura accepté à l'avance de démissionner de sa fonction présidentielle le moment venu, par exemple pour cause de maladie. Entre-temps, Vladimir Poutine aura obtenu une révision « mineure » de la Constitution, fixant la durée d'un mandat présidentiel à 7 ans, et non plus 4 ans. Il a plusieurs fois dit publiquement qu'il trouverait plus adéquat d'avoir en Russie un quinquennat ou un septennat. Il se présenterait devant les électeurs en 2009 pour un mandat de 7 ans. Il peut le faire puisque la Constitution de 1993 stipule que le Président n'exerce ses fonctions que pour « deux mandats consécutifs ». Après l'élection d'une autre personne à la Présidence, l'ancien chef de l'Etat peut de nouveau prétendre à la fonction suprême. Selon, ce schéma, Vladimir Poutine pourrait être Président jusqu'en 2023 !

Ce scénario pose quelques problèmes politiques et techniques, notamment la totale « loyauté » du dauphin temporaire. La constitution accorde des pouvoirs très larges au Président, l'« ami loyal » pourrait être tenté d'écarter son mentor. Cependant, dans le système russe actuel, où les services de renseignement et les forces de l'ordre jouent un rôle prépondérant, avec l'aide de juges aux ordres, il est fort probable que le dauphin soit « tenu » par ces instances, et qu'il ne prenne pas le risque de renier sa parole.

L'essentiel ici est de souligner la nature anti-constitutionnelle et anti-démocratique du maintien au pouvoir de Vladimir Poutine. D'une part, le suffrage universel est dénaturé. Les législatives sont détournées pour plébisciter Poutine. La Douma sera écrasée par le parti dominant, *Russie Unie*, et l'autre petit parti du pouvoir, *Russie juste*, tout autant contrôlé par les cercles poutiniens. Le parti communiste siègera à la Douma avec quelques députés, votera parfois contre, parfois pour les projets gouvernementaux. Si le parti libéral démocratique de Vladimir Jirinovski passe la barre des 7% pour entrer à la Douma, il continuera de s'aligner sur l'exécutif. D'autre part, dans le système russe, le Premier Ministre n'est pas responsable devant le Parlement. Il est nommé par le Président, et ne peut être démis que par le Président.

Il doit être accepté par la Douma, mais celle-ci sera majoritairement composée d'apparatchiks sans aucun libre arbitre et votera pour le nom proposé. Si par un hasard très improbable, un problème survenait, la Douma serait dissoute par le Président (article 84 de la constitution).

Ainsi, l'interprétation bienveillante qu'ont donnée certains commentateurs aux intentions de Poutine de glisser de la Présidence vers le gouvernement ne s'appuie pas sur une analyse circonstanciée de la situation. Le régime russe actuel est fortement présidentieliste, et ne peut se transformer, par la vertu d'une élection, en une république parlementaire. Pour faire de la Russie un système à l'anglaise, il faudrait à la fois une réforme institutionnelle majeure, voire l'adoption d'une nouvelle constitution, et la renaissance des libertés et droits fondamentaux sans lesquels l'électeur n'est pas citoyen, mais sujet d'une classe dirigeante auto-élue et auto-nommée. Si le Parlement est une instance composée d'apparatchiks appartenant à une *nomenklatura* contrôlée par le pouvoir exécutif, comment pourrait-on parler de « parlementarisme » ?

La préparation de ce scénario remonte à quelques temps déjà, probablement en parallèle avec d'autres scénarios. Avoir plusieurs fers au feu est une bonne tactique quand on dispose de quatre ans, de début 2004 à fin 2007, pour chercher la bonne issue, et tester plusieurs pistes.

Le changement inopiné de Premier Ministre le 12 septembre 2007 ne s'explique qu'à la lumière de la déclaration du 1^{er} octobre. Tout se met alors en place. Rien n'expliquait l'urgence d'un « nouveau gouvernement », qui d'ailleurs reste pratiquement inchangé après le remaniement ministériel du 24 septembre. Pourquoi un Président qui se prépare à quitter son poste six mois plus tard s'occupe-t-il à des manœuvres de ce type ? L'une des explications pouvait se cacher du côté des finances personnelles des responsables du régime, et de leur besoin de protection. Viktor Zubkov, le nouveau chef de gouvernement, dirigeait le comité de surveillance financière de l'Etat, officiellement un organe de contrôle sur le blanchiment de l'argent. Dans ces conditions, il est l'homme le mieux informé sur les fortunes individuelles et la situation des entreprises privées et publiques. On imagine combien la question de l'immunité après avoir quitté le pouvoir importe à ces hommes qui ont tous bâti des fortunes personnelles et des petits empires économiques dans des conditions opaques et non concurrentielles.

Les personnalités qui détiennent des positions de pouvoir au Kremlin et dans les administrations sont directement en prise avec les intérêts financiers des très grandes entreprises énergétiques et industrielles. La succession présidentielle ne se limite pas à un changement d'homme et d'équipe à la tête de l'exécutif, mais remet en cause un vaste et complexe réseau d'intérêts personnels et corporatistes, dont le fonctionnement et la pérennité dépendent de la galaxie poutinienne. Mikhaïl Khodorkovski, le patron de Ioukos, avait été arrêté en octobre 2003 à la veille des dernières législatives alors que s'accélérait la machine de pression sur tous les acteurs politiques et économiques indépendants du Kremlin. En 2006-2007, la pression est encore beaucoup plus forte. L'assassinat de la grande journaliste et opposante Anna Politkovskaïa le 7 octobre 2006 en a été la démonstration la plus tragique.

Poutine veut garder le pouvoir à tout prix. Contrairement à ce que la propagande avait laissé entendre, il n'est pas « fatigué du pouvoir », et montre que tous les moyens sont bons pour continuer à exercer un pouvoir considérable. Comme l'explique fort bien la politologue russe Maria Lipman, directrice de la revue russe *Pro et contra* (Centre Carnegie à Moscou), « le pouvoir se déplace avec Poutine », il peut passer temporairement de la présidence au gouvernement. Vladimir Poutine peut réussir ce « kidnapping » du gouvernement aux dépens

de la Présidence, tout simplement parce qu'il est le chef d'une organisation toute-puissante et qu'il détient tous les leviers pour se faire obéir. Il n'est même plus besoin de s'interroger sur les institutions. Le dernier député indépendant de la Douma sortante, Vladimir Ryjkov, rappelle que toutes les institutions publiques ont été systématiquement affaiblies, voire vidées de toute substance ; elles ne sauraient être un obstacle à la consolidation du système poutinien. Ni le Parlement, ni la Cour constitutionnelle, ni la Commission électorale centrale n'existe indépendamment de la volonté du Président. Comme l'a bien documenté la sociologue Olga Kryshtanovskaya¹, le pouvoir est dans les mains de Poutine, de ses proches et des services de renseignement, le pouvoir sera concentré là où se trouve Poutine. Le choix le plus évident lui a semblé être le poste de Premier Ministre, qui reste formellement une fonction exécutive, mais soumise à l'autorité du Président, et sans aucune responsabilité envers les députés, puisque le gouvernement n'est pas responsable devant la Parlement.

Pour faire accepter ce tour de passe-passe institutionnel, le régime avait besoin de s'assurer de trois conditions indispensables : des institutions publiques vidées de leur autorité ; des medias et un système d'information très bien contrôlés ; des acteurs économiques et sociaux prêts à accepter le « contrat » du pouvoir, qui consiste à se soumettre à certaines règles pour pouvoir fonctionner tranquillement. L'une de ces règles est de rester en-dehors de la politique et de ne jamais critiquer les décisions d'en haut.

Et nous verrons qu'un quatrième facteur nourrit l'autoritarisme et se nourrit de lui : une société « incivile », c'est-à-dire indifférente à la politique, individualiste, et prête à tolérer la régression des libertés et droits fondamentaux.

2. La déconstruction des institutions publiques

Depuis 2000, l'objectif de l'équipe Poutine est de limiter le pluralisme, la concurrence et la critique dans le domaine politique comme dans les affaires économiques. Ioukos, la Tchétchénie et les élections sont trois éléments indissociables d'un phénomène d'ensemble : la concentration du pouvoir au sein d'un milieu dirigeant restreint, par la désertification de la sphère publique et le contrôle sur les ressources du pays. Les résultats attestent de l'efficacité des méthodes arbitraires et de la peur qu'elles diffusent au sein de la société. Rares sont les intellectuels, les députés indépendants, les militants des droits de l'Homme qui osent contester le régime haut et fort.

Poutine affirme être le garant d'un État fort, mais, en réalité, il fragilise et décrédibilise les institutions publiques.² La structure sur laquelle il s'appuie est l'administration présidentielle, un cabinet élargi qui double le gouvernement et qui travaille étroitement avec les services de renseignement et des réseaux d'affaires. Comment la politique de restauration de l'État annoncée en 2000 a-t-elle conduit à une telle altération des processus institutionnels?

¹ Olga Kryshtanovskaya, « Putin's Militocracy », *Post-Soviet Affairs*, 19, 4, 2003, pp. 289-306, « Opasnye liudi v shtatskom » (Des gens dangereux en civil), *Ezhenedel'nyi zhurnal*, 15, mars 2004.

² *La Russie de Poutine*, sous la direction de Marie Mendras, revue *Pouvoirs*, N. 113, 2005.

Pour comprendre l'esprit et les méthodes qui prévalent depuis le début de la présidence Poutine, il importe de revenir sur la décennie eltsinienne et sur les conditions dans lesquelles un lieutenant-colonel, devenu chef du FSB a été propulsé à la tête de l'État.

L'histoire politique des années 1990 est l'histoire d'un État délaissé par ses propres élites. Après l'éclatement de l'URSS en 1991, la défaite de l'État, indissociable de la défaite du régime communiste, a conduit à un refus de la notion même d'État et des règles de gouvernement public. Le système soviétique était perçu comme s'étant condamné lui-même par hypertrophie de l'État-Parti, d'une hiérarchie inefficace et incapable de produire croissance et richesse. L'État n'était ni aimé ni respecté, les bureaucraties étaient jugées prédatrices et inefficaces. Depuis la *perestroïka* de Gorbatchev, tous les discours réformateurs appelaient à une réduction du rôle de l'État. L'hyper-libéralisme plus que l'esprit démocratique soufflait dans les milieux politiques et économiques.

Au début des années 1990, toutes les énergies vont vers l'économie : liberté des prix et des échanges, nouvelles législations dans le domaine de la propriété, des entreprises, des finances. Les privatisations permettent à une partie de l'ancienne *nomenklatura* et à de jeunes entrepreneurs de s'enrichir, certains bâtiront des fortunes colossales. A part quelques experts en droit, et quelques intellectuels, personne ne mène de réflexion sur l'État. Le Kremlin tient simplement une feuille de route sur les institutions démocratiques et les législations nécessaires à la transformation capitaliste, en particulier les privatisations. Même la rédaction de la nouvelle constitution échappe *in fine* au débat public. Après la crise aiguë qui oppose Eltsine à un large groupe de députés en octobre 1993, et qui se termine en attaque armée et fait environ 200 victimes, le projet constitutionnel est révisé en catimini et n'est plus soumis à aucune critique jusqu'au référendum de décembre 1993.

La libéralisation et les formidables opportunités qui s'ouvrent dans le domaine économique et financier sont telles que la politique institutionnelle et la réflexion sur l'avenir de la société ne sont pas au rang des priorités. Les intérêts économiques, et les habitudes de secret et d'absence de responsabilité devant les citoyens, ont certainement été à la source des comportements anti-démocratiques et prédateurs d'une partie des élites. Eltsine, ses conseillers et ses ministres, n'ont pas assuré la construction d'un État démocratique, d'un gouvernement efficace et responsable, mais ils n'étaient pas non plus opposés à la libéralisation du pays.

Pendant le premier mandat de Boris Eltsine, la Russie a connu une remarquable ouverture et une réelle démocratisation de la vie publique, notamment le pluralisme des médias et des élections concurrentielles. Cependant, il se produit dans le même temps, de manière encore sporadique, une lente dégradation des institutions démocratiques, tendance qui s'accélère pendant le second mandat eltsinien, de l'été 1996 à fin 1999. Réélu grâce au soutien financier des oligarques et au zèle de certaines administrations, malade et peu présent au Kremlin, Boris Eltsine laisse s'installer un « régime de cour » ; la corruption et les scandales touchent le sommet de l'État. Le krach financier d'août 1998 fait exploser la bulle moscovite et démontre les carences du gouvernement.

C'est dans ce contexte dégradé de fin de règne que Vladimir Poutine est choisi comme dauphin. Il devait remplir certains engagements, notamment assurer à « La Famille » (les proches de Boris Eltsine) l'immunité. Le scandale de la Bank of New York mettait en cause directement la famille du Président. Ainsi, en 1999-2000, Poutine n'a pas été choisi comme dauphin pour sa personnalité ou ses qualités de commandement.

Alors qu'Eltsine en avait fait son successeur, Poutine n'a ensuite cessé de dénoncer le désordre et l'incurie hérités de son prédécesseur. Toute la rhétorique d' « ordre » depuis 2000 se construit sur une dépréciation du gouvernement précédent. Dès qu'est émise la moindre critique sur la dérive autoritaire, les défenseurs du régime répondent : tout est mieux que le chaos d'avant.

Il est très commode aujourd'hui de simplifier le contexte et de présenter l'État eltsinien comme pris en otage par des oligarques sans scrupules, des bureaucrates corrompus et des dirigeants provinciaux qui serviraient leurs propres intérêts au mépris de tout esprit public. L'équipe Poutine a attaqué l'autonomie des provinces et remis en chantier la construction fédérale dès 2000. La guerre en Tchétchénie et les attentas ont fourni au pouvoir la justification de sa stratégie autoritaire et centralisatrice : puisque la nation est en danger, l'unité et l'intégrité de l'État doivent être renforcées. Dans une interview donnée en septembre 2004 après la dramatique prise d'otages dans l'école de Beslan, le chef adjoint de l'administration présidentielle, Vladislav Sourkov, n'hésite pas à dire : «Devant la menace d'anéantissement de l'intégrité étatique, le Président est obligé de mettre en œuvre le principe constitutionnel d'unité du pouvoir exécutif ». La lutte contre le terrorisme passe par le rejet du fédéralisme et par la concentration des pouvoirs exécutifs au Kremlin.

Vladimir Poutine est devenu *Le Chef* au-dessus de tous, et au-dessus des institutions. Et, paradoxalement, un chef qui n'est soumis à aucun contrôle institutionnel se trouve livré aux batailles de couloirs et aux luttes d'intérêts particuliers et corporatistes, dans un univers clientéliste. Les batailles en cours à l'automne 2007 touchent même les différents services de renseignement et organes de sécurité. Début octobre, des fonctionnaires du Service fédéral de lutte contre la drogue ont été arrêtés par le FSB, successeur du KGB. Le directeur du service concerné a dénoncé « la guerre de tous contre tous » entre les différentes factions du monde du renseignement. Ceci offre un nouvel exemple du fait que l'hyper concentration des pouvoirs n'est pas un gage de stabilité.

3. Les medias et les entraves à la liberté d'information et d'expression

Les medias russes subissent un contrôle de plus en plus étroit, principalement les télévisions et la plupart des grands journaux. Il devient insupportable pour le Président Poutine et son équipe d'entendre ou de lire des opinions critiques. La chasse à toute forme d'opposition publique s'intensifie à l'approche des législatives du 2 décembre 2007. Le président de l'union des journalistes de Russie, Vsevolod Bogdanov, souligne le fait que les medias ne sont plus faits par des journalistes, mais par des apparatchiks et des « *polittekhnologi* », ou « conseillers en politique » qui travaillent directement pour l'administration. « Dans les medias, moins de 12% des émissions et publications peuvent être considérées comme du « journalisme ». et tout le reste, c'est de la propagande et des « relations publiques » (PR en russe), des attaques et dénonciations (*komproamat*) et de la publicité », et bien sûr du divertissement.³ Dans une étude détaillée, Oleg Panfilov dresse un bilan consternant de la presse et télévision en Russie. Comme le souligne la spécialiste Floriana Fossato, la mise au pas totale des deux chaînes de télévision gouvernementales, ORT et RTR, donne au régime Poutine le contrôle de l'information politique et sociale auprès de 80% des Russes. En effet,

³ « Dans la société, personne ne fait plus confiance aux mots », entretien avec Vsevolod Bogdanov, Novayagazeta.ru/data/2007/32/24html

l'écrasante majorité des habitants de Russie sont otages de la télévision officielle car ils n'ont accès ni à internet, ni aux chaînes satellite, ni à la presse critique moscovite.⁴

Le processus est enclenché dès 1999-2000 avec la nouvelle guerre de Tchétchénie. Il faut présenter les Tchétchènes comme des terroristes et cacher les exactions et la violence extrême utilisée par les forces russes. En août 2000, la catastrophe du sous-marin Koursk, très mal gérée par les responsables politiques et militaires, a été dénoncée par les medias qui ont montré tous les défauts du système, et surtout le refus d'accepter l'aide étrangère et l'indifférence envers les victimes. De ce jour, Poutine a décidé de tenir l'information sur les grandes crises et d'imposer le secret et la désinformation sur les sujets sensibles. Il s'attaque à quelques oligarques, notamment Boris Berezovski et Vladimir Gusinski, les oblige à s'exiler, et reprend la main sur leurs medias. En 2001, la dernière télévision indépendante, NTV, est obligée de céder sous les pressions et « kompromat » (dossiers compromettants opportunément montés contre les dirigeants et journalistes).

La persécution des medias indépendants s'accélère en 2003-2004 avec l'affaire Ioukos et la mise sous les verrous de Mikhaïl Khodorkovski, et le drame de l'école de Beslan en septembre 2004. Par exemple, le quotidien *Izvestiia*, pourtant peu irrespectueux, publie des photos de la prise d'otages. Le rédacteur en chef est limogé immédiatement et la lecture de ce journal perd tout intérêt.

De 2000 à 2007, vingt-deux journalistes sont assassinés. Anna Politkovskaia est tuée dans son immeuble le 7 octobre 2006. L'enquête n'aboutira jamais, sauf peut-être pour faire un procès mascarade d'un ou deux exécutants. Les commanditaires ne craignent rien dans un système autoritaire où le judiciaire est au service de l'exécutif dans les affaires politiques. Pour avoir assisté au procès de Mikhaïl Khodorkovski, et avoir étudié le dossier juridique, je peux assurer que c'était une terrible farce. Et le nouveau procès qui s'annonce pour prolonger la détention de l'ancien patron de Ioukos le sera tout autant.

Manana Aslamazian, directrice de *Internews Russie*, ne peut rentrer dans son pays où elle est injustement inculpée de blanchiment d'argent et risque plusieurs années de prison. *Internews*, une organisation qui fait un travail remarquable de formation des journalistes régionaux, a été fermé.

4. La société incivile

Les élections législatives de décembre 2007 et la présidentielle prévue pour mars 2008 créent inquiétude et pressions alors même que le Kremlin et ses administrations tiennent bien en main la « machine électorale » et n'ont, objectivement, aucun souci à se faire pour assurer les résultats électoraux qui leur conviennent. Comment expliquer ce paradoxe de l'autoritarisme qui entretient une forme d'expectative ?

Les sondages montrent que les Russes dans leur ensemble sont inquiets et n'adhèrent pas de manière crédule au discours officiel sur la parfaite stabilité et la cohésion de la société. Ils ressentent les tensions au sommet, qui se répercutent dans la vie politique régionale et locale.

⁴ Floriana Fossato, « Vladimir Putin and the Russian Television « Family », *Les Cahiers Russie – The Russia Papers*, CERI-Sciences Po, N.1, 2006.

Plusieurs gouverneurs de province et maires de grande ville ont été déçus ou même inculpés en 2006-2007. Quand un maire ou un gouverneur dérange, il est facile de le poursuivre pour tel ou tel délit. Les maires de Togliatti (grande ville industrielle de la région de Samara), le maire d'Arkhangelsk, le maire de Khanti-Mansiisk ont été poursuivis ces derniers mois.

Par ailleurs, la politique économique du gouvernement est de moins en moins lisible et les problèmes de fond –déclin démographique, carences du système de santé et de l'éducation, insécurité- ne font pas l'objet de politiques solides sur le moyen et long terme. L'espérance de vie des hommes reste à 58 ans, environ 20 ans de moins qu'en Europe occidentale, la mortalité infantile demeure anormalement élevée. Le SIDA progresse, sans aucune prévention. Un malade du cancer en Russie a des chances bien moindres de guérison qu'un malade en Europe. Selon les statistiques officielles, la criminalité est en hausse. Les ONG dénoncent la montée de la violence tolérée par le pouvoir, notamment les crimes racistes et les actions xénophobes.

La partialité des juges est la principale cause de l'impunité de certains crimes, et donc de leur occurrence. Il est absolument évident que si la justice était indépendante et si de lourdes sanctions étaient prises contre les auteurs de crimes racistes ou les tueurs à gages d'Anna Politkovskaïa, la montée de la violence serait freinée. En l'absence de sanction, et souvent même de procès, le règne de l'irresponsabilité a de beaux jours devant lui. Les responsables politiques, administratifs, militaires et policiers ne rendent de comptes à personne, sauf à leur chef. Vladimir Poutine n'a pas endossé la responsabilité de l'Etat dans le dénouement tragique de la prise d'otages dans l'école de Beslan en septembre 2004. Aucun dirigeant à Moscou n'a été puni, seuls quelques « locaux » en Ossétie ont été sanctionnés.⁵

L'irresponsabilité des gouvernants nourrit l'irresponsabilité des gouvernés. La société s'habitue à ces abus, et tolère l'autoritarisme du régime. Tant que l'Etat ne leur demande pas d'effort individuel ou collectif, les Russes sont prêts à se satisfaire du système en place, même s'ils restent critiques sur le fond et peu optimistes sur l'avenir. Il faut bien comprendre que c'est l'idéologie nationaliste et xénophobe, bâtie artificiellement sur « l'image de l'ennemi », qui encourage chez les Russes cette attitude d'hostilité ou tout simplement l'indifférence envers la politique. Le pouvoir poutinien a aussi engrangé tous les avantages de « l'effet pétrole » depuis 2000. La forte augmentation du prix des hydrocarbures a permis de remplir les caisses de l'Etat et de relancer la croissance économique. Les Russes, pour environ 70% d'entre eux, vivent mieux et sont incités à soutenir celui qui a présidé à cette amélioration. La corrélation « meilleur niveau de vie – autoritarisme » s'impose en Russie aux dépens du paradigme de la démocratisation selon lequel le mieux économique encourage l'Etat de droit.

Les sondages joints en annexe montrent que les libertés et droits fondamentaux ne sont pas prioritaires pour la majorité des Russes car les « droits économiques » sont jugés plus importants. En revanche, ils se méfient des autorités et défendent leur nouvel individualisme.

Les citoyens russes ne se sont mobilisés sur aucun sujet de défense de la démocratie. La dernière loi sur les organisations gouvernementales, entrée en vigueur début 2006, qui crée de multiples obstacles et contraintes au bon fonctionnement de ces organismes, et a conduit à la

⁵ Le comité des mères de Beslan s'est trouvé plusieurs fois humilié et maltraité par les autorités. Même Vladimir Poutine quand il a fini par les recevoir, un an après le drame, l'a fait de façon désagréable (il a proposé de les recevoir le jour anniversaire, ce qui était insupportable pour la plupart des mères qui voulaient être sur les tombes de leurs enfants à Beslan, et pas au Kremlin) et sans exprimer ni excuse ni véritable regret. Le comité n'a même pas pu obtenir l'ouverture d'un procès honnête contre les responsables locaux (*The Moscow Times*, 4 mai 2007).

fermeture des ONG les plus sensibles, n'a pas provoqué de réactions hors des cercles de défenseurs des droits de l'Homme dans les très grandes villes. Et pourtant, certaines ONG fermées ou harcelées pour raisons politiques accomplissent aussi un travail très utile dans le domaine social (santé, éducation). Il n'y a pas eu non plus de mobilisation populaire contre un texte de loi extrêmement préoccupant, consacré à la « lutte contre l'extrémisme ». Adoptée en 2007, cette loi n'est pas conçue pour prévenir et punir les crimes racistes et les violences dans le Caucase. Elle est conçue pour donner aux autorités toute latitude dans son combat inégal contre les opposants politiques, les journalistes indépendants et les ennemis du régime. Parmi de nombreux exemples, citons la comparution du grand commentateur politique Andrei Piontkovsky, fin septembre 2007, pour quelques phrases dans son dernier livre. Piontkovsky dénonce la guerre en Tchétchénie et la violence du régime Poutine depuis le tout début.

Les nouvelles dispositions législatives et réglementaires, et surtout l'état d'esprit dans lequel ces textes sont appliqués, ont des effets très graves. L'effet est d'autant plus grave sur les populations vulnérables : émigrés, migrants, peuples du Caucase, personnes vivant dans une extrême pauvreté, malades et handicapés. Ces derniers n'ont aucune protection, aucune force contre les dispositions arbitrairement appliquées. Ils deviennent des personnes sans droit.

Les droits fondamentaux sont donc en péril, surtout pour les populations les plus vulnérables. Le droit à l'accès égal au système de santé, à l'éducation, le droit à la non-discrimination ne sont pas respectés.⁶ Le droit de propriété n'est pas non plus garanti contre l'arbitraire d'une administration ou le caprice d'un dirigeant (cas Ioukos). Et les Russes, encouragés par le pouvoir dans une mentalité de forteresse assiégée contre des ennemis imaginaires, ne réagissent pas, et même parfois approuvent la dérive anti-démocratique.

Les chefs à Moscou détiendraient donc seuls les qualités de décision, et les pouvoirs pour dicter les grandes politiques de l'Etat ? Le Russe ordinaire se persuade alors du bon « choix » qu'il a effectué en élisant Poutine, dans un contexte non concurrentiel, et se sent soulagé que Poutine reste au pouvoir. Il se trouve otage d'une pensée unique, et d'une élite dirigeante unique, ayant écarté toute alternative sérieuse. Il est devenu poutinien. Et redevenu un peu soviétique : « De toute façon, quoi que l'on dépose dans l'urne, « ils » gagneront. Alors pourquoi s'énervier ? Pourquoi croire que l'on peut inverser le cours de l'histoire ? Et se rebeller pour quoi, pour quelle autre option ? » La loyauté obligée et donc une forme d'unanimité marquent la fin des droits des minorités, des oppositions. L'instrument principal de domination du Kremlin est l'élimination de toute alternative viable, crédible au système de pouvoir existant. Anna Politkovskaïa écrivait avec amertume dans son dernier livre : « Tout ce système ne peut exister que si le peuple se tait. C'est ce mutisme de la population qui est le phénomène principal de la vie politique russe aujourd'hui ». ⁷ Elle attribuait cette attitude à la peur diffuse que chacun ressent et qui l'invite à ne pas se mettre en avant.

⁶ « Les migrants en Russie. Des populations fragilisées, premières victimes des crises politiques internes et externes », *Rapport de la FIDH*, avec la collaboration de *Grajdanskoe sodeistvie*, N. 472, avril 2007.

⁷ Anna Politkovskaïa, *Douloureuse Russie. Journal d'une femme en colère*, Buchet/Chastel, 2006, p. 137.

5. Des élections sous contrôle: la machine administrative et la fin de l'opposition

Le système électoral est un instrument crucial aux mains du Kremlin, plus encore que les dispositions constitutionnelles sur le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Car de lui dépend à la fois le rapport des citoyens au suffrage (confiance, respect du vote et de ses effets) et l'ouverture honnête ou non des institutions à toutes les forces politiques. En Russie se sont additionnées les révisions pour écarter certaines forces politiques de l'accès à la députation, et donc à d'autres organes de pouvoir.

Depuis la déclaration de Vladimir Poutine du 1^{er} octobre 2007, les seules élections qui comptent sont les législatives du 2 décembre. Qui s'intéressera à la présidentielle trois mois plus tard si Poutine est resté aux commandes ? Et comme Poutine a demandé une victoire incontestable, la machine administrative et de renseignements fonctionnera à plein régime jusqu'au 2 décembre dans la nuit. L'OSCE n'enverra une mission d'observation en Russie qu'en novembre, plus tardivement que d'habitude, car les autorités russes ont freiné le processus.

Les dernières révisions apportées depuis 2000 visent à renforcer le « parti du pouvoir », à bloquer les petits partis et à empêcher la percée d'hommes politiques de premier plan. La Douma a été élue en 1993, 1995, 1999 et 2003 en deux moitiés distinctes. 225 députés étaient élus au scrutin uninominal, 225 au scrutin de liste. La barrière pour obtenir l'entrée au Parlement, pour un parti, était d'atteindre 5% des suffrages exprimés. La loi de 2005 bouleverse la donne. Les 450 députés de la Douma seront élus au scrutin de liste, et le seuil est remonté à 7%. Si l'on se fonde sur les résultats des législatives de décembre 2003, le calcul derrière ce changement est parfaitement clair. En 2003, plusieurs partis avaient obtenu entre 3 et 6% des suffrages.

La troisième législature 2003-2007 compte quelques députés d'opposition élus au scrutin uninominal. Ils sont soit sans parti, soit appartiennent à un parti qui n'a pas eu le droit de former une fraction à la Douma, soit appartiennent au parti communiste qui lui a son groupe à la Chambre basse et reste, formellement, un parti d'opposition. Ces députés auront disparu dans la quatrième législature, élue en décembre 2007. Vladimir Ryjkov est la victime désignée de la révision du code de procédure électorale. Populaire chez lui, dans l'Altaï, élu depuis 1993 sans discontinuer au scrutin uninominal, il co-présidait le Parti républicain. Ce parti a été fermé par décision administrative arbitraire au printemps 2007. Les partis d'opposition ont presque tous été dissous de force ou interdits d'élection : le parti national-bolchévique, le parti républicain, le parti *Rodina*, et d'autres. Seuls trois ou quatre partis franchiront le seuil des 7% le 2 décembre prochain : le parti *Russie Unie*, conduit par Poutine, le parti *Spravedlivaia Rossia (Russie juste)*, le parti communiste, et peut-être le parti LDPR de Vladimir Jirinovski. A part le PC, ces partis sont directement contrôlés par le Kremlin.

L'élection des gouverneurs de province a été abolie. Pour faire des dirigeants régionaux des lieutenants ou préfets du pouvoir central, et non des responsables qui rendent des comptes à leurs administrés, Vladimir Poutine leur a retiré leur légitimité populaire. Utilisant sans scrupule la tragédie de l'école de Beslan en septembre 2004, il a mis fin, par oukaze, à l'élection des gouverneurs de régions et présidents de républiques, (scrutins institutionnalisés en 1993-1995). La principale raison invoquée par Vladimir Poutine pour mettre fin au recours

aux urnes est celle de la « sécurité ». Des chefs régionaux approuvés par le Kremlin seront plus à même d'exercer leurs fonctions de maintien de l'ordre. De plus, ajoute Poutine, les élections donnaient lieu à trop de marchandages, de corruption. Nommés, les gouverneurs et présidents seront moins corrompus ! L'expérience des années 2004-2007 montre à l'inverse une montée continue de la corruption au sein des administrations et au sein des grandes entreprises qui leur sont liées.⁸ Et les affaires criminelles contre des chefs d'administration se multiplient, dont il serait bien difficile de dire celles qui sont fondées sur des délits prouvés.

Dans un pays où l'unanimité a longtemps été la règle, sans véritable expérience de représentation populaire, faire respecter librement « la tyrannie de la majorité » dans des conditions de liberté exigerait une politique radicalement différente de celle menée par le Kremlin. Avec Poutine, la Russie s'est écartée de facto de la règle de la majorité pour se rapprocher de l'unanimité.⁹ Seule la « loyauté » au chef assure l'exercice de l'autorité.

La Russie post-soviétique ne s'est jamais dotée d'un statut de l'opposition. Comme le note Maurice Duverger dans son analyse des systèmes majoritaires, le bon fonctionnement de la démocratie représentative repose essentiellement sur la dynamique entre le ou les partis au pouvoir et l'opposition. Si le statut de l'opposition n'est pas reconnu, si les partis indépendants de l'équipe au pouvoir sont traités comme des éléments hostiles, des anti-patriotes, des perturbateurs qui empêchent le gouvernement de travailler, notamment en bloquant des projets de loi, alors la démocratie majoritaire n'est qu'un mot. Le régime est devenu un régime de pouvoir dominant (*dominant power system*) où les pouvoirs se concentrent dans les mains de quelques-uns et de leurs parentèles et corporations. A l'opposé, le système britannique, probablement l'un des plus purs modèles de démocratie majoritaire, assure à l'opposition un statut et des fonctions bien définis et bien protégés.

6. La violence et la répression

La violence monte en Russie et le phénomène ne concerne pas que le Nord-Caucase. Les Russes sont-ils prêts à s'habituer à un degré élevé de violence au coeur de la société ? Comme l'a très bien décrit Anna Politkovskaïa dans ses ouvrages¹⁰, la guerre en Tchétchénie et tous les abus qui en ont fait le quotidien ont semé ailleurs en Russie les graines de la méfiance, de l'insécurité, de la violence entre les personnes.

La violence armée en Tchétchénie s'est diffusée peu à peu dans toutes les républiques voisines du Caucase nord. L'insécurité y est très grande pour le simple civil. La torture se pratique communément.¹¹ En 2007, l'Ingouchie est particulièrement frappée par les exactions des milices et forces de l'ordre. Le reportage de Marie Jégo en septembre démontre à quel point les méthodes ressemblent à celles utilisées en Tchétchénie.¹² La spécialiste américaine Sarah Mendelson insiste sur le lien direct entre la permissibilité de la violence et la

⁸ Sur la corruption, voir les rapports d'évaluation de l'organisation INDEM, dirigée par Gueorgui Satarov, et de Transparency International.

⁹ Cf. Mikhaïl Sokolov, « Le vote confisqué en Russie. Etude des élections régionales de 2007 », *Les Cahiers Russie – The Russia Papers*, N. 5, 2007 ; Jean-Charles Lallemand, « Russie. Les élections législatives transformées en plébiscite », *Esprit*, novembre 2007, à paraître.

¹⁰ Voir tout particulièrement son ouvrage *Tchétchénie. Le déshonneur russe*, Buchet/Chastel, Paris, 2004.

¹¹ « La torture en Tchétchénie : la normalisation du cauchemar », *Rapport de la FIDH*, N. 462, novembre 2006. Voir aussi les rapports d'Amnesty International, notamment « Russie. Quelle justice pour les disparus de Tchétchénie ? », mai 2007.

¹² *Le Monde*, 5 octobre 2007.

désaffection envers les droits de l'Homme. Sécurité et droits de l'Homme sont inséparables. Seul le respect des droits des individus peut faire refluer la violence et l'insécurité.¹³ La croissance macroéconomique ne bénéficie pas aux populations du Nord-Caucase où le chômage est élevé et la pauvreté endémique.

La violence au sein de l'armée russe est un problème permanent. Selon l'Union des mères de soldats, des centaines de conscrits meurent hors combat chaque année de mauvais traitements, bizutage et suicide.

La répression des oppositions politiques et de toute critique du pouvoir conduit à des démonstrations de force par les troupes spéciales, les OMON, dans les grandes villes de Russie. Toutes les manifestations non officielles sont désormais soigneusement encadrées par des hommes en uniforme toujours plus nombreux que les citoyens qui tentent d'exprimer une opinion. Certaines sont brutalement réprimées, ou interdites. Les épisodes les plus spectaculaires ont été la répression des manifestations pacifiques du 14 avril 2007 à Moscou et dans plusieurs grandes villes. Non seulement les opposants du mouvement « L'Autre Russie », dont Garry Kasparov, et de nombreux manifestants, même de nationalité étrangère, ont été arrêtés et molestés, mais des défilés des *Nachi*, les jeunesses poutiniennes, ont été organisés au même moment. Ces derniers pouvaient bruyamment occuper les grandes artères, sous l'œil goguenard des policiers, alors que les OMON s'occupaient brutalement des anti-Poutine.

Les 5 et 6 octobre 2007 à Nijni-Novgorod, une conférence et commémoration en hommage à Anna Politkovskaïa ont été tout simplement interdites et de nombreuses personnes arrêtées. Quatre invités occidentaux ont passé plusieurs heures au poste. On leur reprochait d'avoir pris part à une manifestation alors que leurs visas de tourisme ne leur permettent que « de faire du shopping et de visiter des monuments ».¹⁴

La justification officielle derrière la répression est toujours le discours nationaliste et la menace contre la patrie : l'idée nationale russe, la « démocratie souveraine », la lutte contre les ennemis qui veulent « déstabiliser » la Russie. La construction d'une identité russe « pour les Russes » sur la base de la xénophobie a été poussée à un nouveau paroxysme à l'automne 2006 quand les autorités ont mené une bataille ouverte contre les Géorgiens de Russie et contre la Georgie. L'image de l'ennemi propagée par les médias officiels se diversifie, du Tchétchène au Géorgien et Azerbaïdjanais, et de l'Américain « va-t-en-guerre » à l'Européen « anti-russe » car critiquant « l'autoritarisme » et les violations des droits de l'Homme. L'hostilité jusqu'alors réservée aux Caucasiens et « *tchernye* » (les « métèques) touche désormais toutes les nationalités ex-soviétiques, même les Ukrainiens. Les Russes se sentent « isolés », mais ils se sont isolés eux-mêmes.

¹³ Sarah Mendelson, « 49 Steps to Improve Human rights and security in the North Caucasus », *CSIS Report*, Washington, September 2007 (www.csis.org).

¹⁴ Compte-rendu dans *Novaya gazeta*, *Radio svoboda*, *Kommersant*, sur les sites grani.ru, lenta.ru, et dans le quotidien en langue anglaise, *The Moscow Times*.

Conclusion

Deux tendances majeures se poursuivront dans les années qui viennent. Premièrement, tant que la rente économique fondée sur les matières premières se maintiendra, le régime poutinien continuera à suivre la même voie autoritaire, mais avec des déséquilibres de plus en plus marqués, et de moins en moins de capacité d'arbitrage entre les groupes influents. Ni les élites ni la société ne s'opposeront aux règles du jeu actuel. Le spectre d'une révolution orange ne plane pas sur la Russie aujourd'hui. La déstabilisation viendrait plutôt de conflits durs entre les quelques clans qui détiennent le pouvoir politique et économique. Il n'est pas certain que Vladimir Poutine et ses hommes parviennent à arbitrer. Un autre danger vient du Nord-Caucase où une crise majeure peut éclater.

Deuxièmement, la politique étrangère de la Russie est très directement déterminée par les évolutions intérieures du pays. Le durcissement interne accompagne le durcissement du discours et de l'action en politique internationale. Moscou sera de plus en plus désagréable avec les pays européens et les institutions européennes. Il est donc important de consolider tous les canaux de communication avec la société russe, les acteurs économiques, les associations, les élites alternatives, sans attendre un improbable dégel au sommet de l'Etat.

Le Parlement européen est particulièrement bien placé pour intensifier les échanges avec les citoyens et les organisations russes qui défendent les intérêts de leur pays en travaillant à l'établissement d'un Etat de droit. Ces personnes ne poursuivent pas d'autre objectif que la démocratisation et le mieux-vivre de la population. Elles agissent dans des conditions de plus en plus difficiles et prennent des risques. Comme le rappelle l'avocate russe Karinna Moskalenko, Présidente du Centre de Protection Internationale, si les Européens ne soutiennent pas avec constance les défenseurs des droits de l'Homme en Russie, ces derniers seront encore plus vulnérables. Les avocats, journalistes, militants politiques, et intellectuels indépendants deviendront les victimes du régime qu'ils combattent.

Au-delà du soutien aux ONG, le Parlement européen peut remplir une mission importante, celle de l'information. Le régime Poutine profite de l'ignorance et du désintérêt des gouvernements européens envers certains aspects de la politique intérieure russe afin d'occuper le terrain de l'information et de la désinformation. Il est donc vital de porter un effort soutenu à la recherche et la diffusion d'informations fiables. Les gouvernements et les institutions exécutives de l'Union ne pourront pas dire «nous ne savions pas», ou «nous n'avions pas saisi la gravité de la situation politique en Russie». Ils ne pourront pas faire prévaloir les intérêts économiques, énergétiques et sécuritaires immédiats des Etats, en traitant de secondaire la dérive autoritaire d'un système russe de plus en plus hostile à un partenariat ouvert avec l'Europe.

Deux axes me semblent prioritaires dans la coopération avec la société et les institutions russes: la justice, pierre angulaire de l'Etat de droit ; l'éducation et la formation, socle des générations futures. Dans ces deux domaines, le rôle de l'UE est parfaitement légitime et les actions sont possibles. Il ne s'agit pas de domaines fermés du Kremlin comme le militaire, l'industrie militaire ou les conglomérats énergétiques et financiers. Les responsables russes au niveau intermédiaire accueillent bien les projets de coopération. Cependant, le pouvoir politique fait de plus en plus obstruction aux programmes conjoints, prétendant que l'éducation financée par l'étranger peut cacher une forme de subversion.

Les avocats et défenseurs des droits de l'Homme insistent sur le rôle crucial de la Cour européenne, seule institution dont les autorités russes ont un peu peur.

Enfin, trouver le ton juste avec les acteurs russes est essentiel. Les dirigeants jouent dans le registre de l'émotion. Le discours se veut passionnel, parfois romantique et séduisant, parfois violent et agressif. Dans tous les cas, le ton n'est pas serein et ouvert à la discussion. Les Européens n'ont rien à gagner à entrer dans le concert de l'émotion. Au contraire, il importe de rester calme et raisonnable, en s'appuyant toujours sur des informations vérifiées, des faits objectifs, et des propositions concrètes. Il est inopportun de répondre à une position russe dure par une amabilité excessive. L'interlocuteur russe retiendra la faiblesse de l'Européen, et non son désir de progresser dans l'échange. Il importe de ne pas laisser passer une information erronée, ou une interprétation malhonnête, sans souligner notre désaccord.

Tout Européen a les capacités d'être bien informé sur la Russie et a le droit de le démontrer à un interlocuteur russe. S'informer librement sur la vie publique russe n'est pas un acte hostile aux Russes, mais une marque d'intérêt et de respect, et un gage de maintien d'une relation solide.

Pour un citoyen russe qui lutte pour éviter que le couvercle autoritaire ne se referme sur la société, il n'est pire déception et défaite que d'entendre une personnalité européenne approuver sans discernement la politique poutinienne, ou de constater le silence et l'indifférence devant une violation flagrante des libertés et droits fondamentaux.

Les frontières sont ouvertes, contrairement à l'époque soviétique, ce qui permet les échanges et la coopération dans de nombreux domaines avec des acteurs non gouvernementaux et gouvernementaux. Le Parlement européen a les moyens de soutenir des idées et des actions favorables aux Russes, sans recueillir nécessairement l'approbation du Kremlin.

ANNEXES

SONDAGES D'OPINION

SONDAGE DU CENTRE LEVADA, janvier 2007

1. RUSSIA AND DEMOCRACY

- Russian understanding of democracy, liberalism, freedom and human rights is confused and often contradictory, and Russians appear to see little application of these values to their own lives. Some 65% of the samples were unable to describe what liberal democracy means to them. However, when asked to choose a definition for democracy from a series of options, 54% of those giving a positive response cite either a 'fair system of state governance based on the participation of all citizens on equal terms', or a 'series of guarantees to observe citizens' rights and freedoms by the authorities/government'. Only 9% cite such fundamental democratic principles as the 'free competition of political parties for voters' and 'separation of powers (the executive, judiciary and legislature) and accountability of the authorities to its citizens'.
- Of those giving a negative response, most (19%) say democracy is just 'empty talk and demagoguery', 12% say it is a 'system of government for normal countries, but not Russia', and 11% say it means 'chaos, disorder and anarchy'.
- 12% said democracy is suitable for other nations, but not for Russia. Only 37% of Russians feel it exists in their country at all.

What do you identify the word 'democracy' with most?

(Respondents could name several alternatives, the replies were graded)

Positive results	(%)	Negative results	(%)
A fair system of state governance based on the participation of all citizens on equal terms	27	Empty talk, demagoguery	19
A series of guarantees to observe the rights and freedoms of citizens given by the authorities/Government	27	A system of government for 'normal countries' but not for us	12
A way of criticising the authorities/ Government at all levels	13	Chaos, disorder, anarchy	11
The separation of executive, legislative and judiciary powers and the accountability of the government to its citizens	9	A system of governance that has proved its inefficiency in Russia (1990-1999)	10
Free competition between political parties elected by voters	9	Absence of a firm hand in the country's governance, diffusion of responsibility	8
Total	85	Total	60
No opinion	10		

- As a political system, Western democracy does not appeal to most Russians. Over 40% of respondents consider it to be inappropriate, even destructive, for Russia.

Do you believe that Western democracy and Western culture...

	2000 April	2006 December
Are necessary, will have a recovery effect for Russia	2	3
Can be benefited from a lot	55	45
Are not suitable for us	25	30
Are destructive, pernicious for Russia	10	12
No opinion	8	10

- However this view appears to be contradicted as nearly half of the sample believe that Russia needs a democracy, with 19% saying that it doesn't.
- When asked about Western democracy and culture, 30% say 'it does not suit us', while 45% say 'we can learn a lot of useful things from it'. This differentiation springs from the apparent view that there is a Russian democracy and a Western democracy. Russian democracy is seen as paternalistic and thus the popularity of the Soviet system.
- When asked for their preference for Russian state governance, 35% prefer the Soviet system, 26% the current system, and 16% Western-style democracy.

Which political system do you think is the most appropriate for Russia?

	1996 ¹ (%)	1997 ² (%)	1998 ² (%)	2000 ² (%)	2003 ² (%)	2004 ² (%)	2005 ² (%)	2006 (%)
The Soviet system we had before the 1990s	34	38	43	42	48	41	42	35
Current system	18	11	5	11	18	19	23	26
Democracy based on the Western model	25	28	32	26	22	24	20	16
Other	8	8	7	4	6	5	6	7
No opinion	15	15	13	17	6	11	9	16

- When asked if Russia has ever been a democratic state, and if so, when, 27% believe that Russia has never been a democracy. A third say Russia is currently a democracy, while 12% felt Russia had been a democracy during Brezhnev's time.
- Russians appear to be overwhelmingly apathetic about the degree of influence they can apply on the country, their city or region, their district or street. A minimum of three quarters said they had little or no influence over anything other than their family. The largest numbers (over 90% in each case) feel that they have little or no influence over what happens in Russia as a whole, or in their region or city.

What influence can you have on what occurs in...?

	Decisive/Considerable (%)	Little/very little/ no influence (%)	No opinion (%)
The country as a whole	2	94	4
Your city, region	3	93	4
Your district, street	9	88	4
Your work	16	74	10
Your family	81	17	2

- When asked about opportunities to appeal against state mistreatment, Russians would prefer to go to the European court of human rights (19%), than to a Russian court (17%). A similar number said they would talk to the media or publicise their views on the Internet; a view that contrasts with their suspicion of EU institutions
- When asked about a range of phrases reflecting the values of democracy, the notion of 'private property' appealed to the 44% of respondents who feel positive about the concept, just behind the 49% who feel positive about the 'protection of human rights'. One third of the sample feel neutral towards human rights and almost half are neutral towards liberal democracy. Of those who feel negative, most (40%) feel so about capitalism, followed by just over a third (36%) who were against privatisation, which can be traced back to the Soviet propaganda. Over 80% consider it impossible to earn millions of roubles honestly
- When considering how Russian democracy functions at present, the activities of Duma (36.1%) and of Federation Council (37.5%) are viewed as positively influencing life of common people.
- A fifth of those interviewed believed that the Duma and local parliament should be fully controlled by executive branch of power and a third that it should be partly controlled by the executive. Only 22.5% believe that they should be fully independent.
- When comparing these view with what is happening in reality, 5.1% believed local parliaments to be fully independent; 11.4% that they are controlled by Russian government, 20.6 % that the local administration controls them. However, 31% believe that they are corrupt and anyone with big money is able to get laws adopted.
- This level of skepticism was reflected when 17.1% declared that they would not vote in the forthcoming Parliamentary (Duma) elections and 10.7% that they had not yet made up to vote and nearly a quarter 22.7% didn't know who they are going to vote for.

2. THE RUSSIAN STATE

- Most Russians (66%) believe that the state should provide its citizens with a decent standard of living’, while a quarter say the ‘state should set rules applicable to everyone, and follow them strictly’.

What should relations between the state and its citizens be?

	Jan 2001 ¹ (%)	Mar 2006 (%)
The state should interfere with the life and economic activity of its citizens as little as possible	6	4
The state should set rules that apply to everyone and follow them strictly	19	25
The state should care about its citizens by providing them with a decent standard of living	71	63
No opinion	4	8

- The President (58%) and the church (40%) enjoy the most trust. Most Russians demonstrate distrust towards other institutions, particularly, courts and law-enforcement bodies. Only a quarter of respondents feel protected by the law, while 68% of Russians do not.
- When asked which state system is ideal for Russia, a majority (61%) cite one where the President coordinated joint work undertaken by the Duma, government, legislature and the judicial system, but has overall control. Just 17% believe a separation of executive powers from the legislature and the judiciary would be better for the country.

What do you think would be better for Russia?

The separation of executive, legislative and judiciary powers	18%
‘Joint activity by executive, legislative and judiciary powers coordinated by the President?’	62%
No opinion	20%

What do you think Russia needs most: consolidation of power or the accountability of power to society?

	2001(%) ¹	2006 (%)
Consolidation of power	37	43
Its accountability to society	54	42
No opinion	9	15

3. HUMAN RIGHTS

- When given a range of human rights values, most (68%) cite the right to life, just ahead of the two-thirds (64%) who said the right to privacy and home is most important. There was a major gap to the next most popular value – the right to choose employment and work (36%). Less than a third (29%) cite the right to a fair trial, 22% the right to freedom of thought, conscience and religion, and one fifth select the right to be punished only under the terms of the law.

Which of the following human rights are most important in your opinion?

	(%)
The right to life	68
The right to privacy and home	64
The right to choose employment and work	36
The right to own private property (accommodation, land, vehicle, means of production)	32
The right to a fair trial	29
Freedom of thought, conscience and religion	22
The right to only be punished under the terms of the law	20
Freedom of expression	18
The right to and effective means of legal protection	17
The right of access to information	12
The right to move to another country and return	12
Prohibition of discrimination	10
The right to get married	9
Freedom of assembly and association	4
No opinion	1

- Almost half of Russians feel positively about the term “human rights protection”
- A third of those interviewed 32.3% state that they are worried about serious human rights abuses in Russia (only 12.3% think that the current human rights situation was satisfactory)
- Regular two-monthly research undertaken by the Levada Center looks at how Russians understand human rights. The views expressed on who should protect and provide for Russian citizens seems to indicate that their views were formed long time ago, back in Soviet times and have changed little since. Most frequently, Russians’ understanding of ‘human rights’ is that they guarantee that the paternal state will look after someone’s life, his job and pay for his work, his education, health and social welfare

4. JUDICIAL INDEPENDENCE & THE RULE OF LAW

- 36.5% of the sample believe that the Russian judiciary is corrupt and anyone with money can get a positive decision in a court
- 17.5% believe that it is controlled by local administration, 12% that it is controlled by Russian government, while 30.8% gave no answer.
- In thinking about who should control the judiciary, views were evenly split. 26.8%, believe wholly by the government executive, 28.9% opt for partly controlled by executive branch (administration) and 26.9% want to see it fully independent from executive branch.
- When asked about their view of the rule of law in Russia, respondents identify five key human rights in the order of priority: right to life, privacy of life and home, right to own property, right to select a job, right to a fair trial.
- 68% of Russians do not feel protected by the law, and a third feel that there are many in Russia who think they are above the law. One in three believes that everyone in the country is corrupt and many believe that some people are above the law: 59.2% indicate government authorities and state officials, 52.2% said people with large amounts money. 40.8% said- politicians. 40.7% named the siloviki and 16.1% believed that nobody obeys the law in Russia.

Why don't you feel protected by the law?

(This question was put only to those who stated that they do not feel protected by the law)

Laws are written not for everyone; there are too many people who feel that they are outside the law authorities, security agencies, etc.)	34
The system is corrupt, I would not receive a fair and impartial hearing in court	31
Laws are interpreted freely by those who are in power	28
Laws are changing all the time	17
Citizens do not have instruments available to them with which to influence the authorities	15

5. RUSSIA AND A MARKET ECONOMY

- While Russians appear to have little understanding or empathy with such notions as ‘democracy’, ‘freedom’ and ‘liberalism’, the opposite applies when it comes to defining what values are best represented by the word ‘order’. Most (44%) said it meant ‘political and economic stability’, followed by the 40% who cite ‘strict observance of law by both officials and citizens’ and the 38% who said it means the ‘end of theft from the state’.

Is it possible to earn millions honestly in Russia?

Yes	13
No	83
No Opinion	4

What is your feeling towards the following phrases?

	Positive (%)	Neutral (%)	Negative (%)
Market economy	29	44	24
Private property	44	38	14
Capitalism	10	46	40
Privatisation	22	38	36
Protection of human rights	49	33	14
Liberal democracy	10	49	26

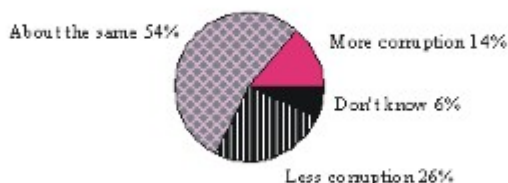
What do you believe best expresses what you think ‘order’ means?

	(%)
Political and economic stability	44
Strict observance of laws by both officials and citizens	40
The end of theft from the state	38
Social protection of disadvantaged sectors of the population	32
The end of power struggles leading to the destruction of the country	29
The possibility of the rights of the individual	28
Strict discipline	25
Clean streets and efficient public transport	23
Security (life)	21
Involvement of the army, special services, political police in fighting crime	13
Restriction of democratic rights and freedoms	1
Slogan that paves the way to democracy	1
No opinion	3

¹ Levada Center proprietary research

² 1997-2003 – All-Russian Public Opinion Research Center (VCIOM) survey, 2003-2006 – (VCIOM since acquired by Levada Center)

Q6 Do you think that the level of stealing and corruption in the country has changed since Putin was elected President by comparison with what it was during Yeltsin's period of rule?



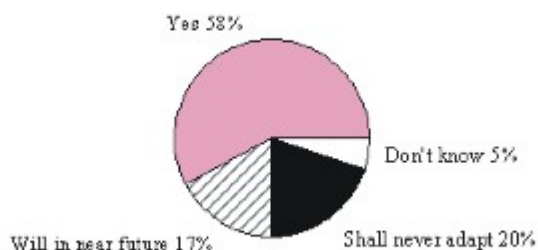
Source: Levada Center, nationwide survey, 8-12 December 2006, N=1599

Q4 How worried are you that Putin...?

	Oct 00	Aug 04
Is said to be closely linked to circle of Yelbin?	48	-
Is said to have worked for a long time in the KGB?	22	-
Has not yet proposed any concrete economic and political programme?	66	64
Has not yet been able to solve the Chechen problem?	80	82
Might try to establish a severe dictatorship, relying on the security forces	43	46
Might spoil Russia's relations with the world community?	36	-

Source: Levada Center (formerly VCIOM) surveys, 2000-2004

Q4 Have you and your family already adapted to the changes that happened in the country during the last ten years?



Source: Levada Center, nationwide survey, 15-18 June 2007, N = 1,600

What is a 'normal life' to a Russian?

People differ in what is meant by talking about a 'normal society'. How important do you think each of the following is for a normal society?

	% saying essential
a. People can go about their everyday lives without government interfering	72
b. Everybody who wants to work can find a job	82
c. Government officials treat ordinary people fairly	74
d. If things go wrong, public welfare services will help	72
e. If you save money, it does not lose its value because of inflation	83
f. It is safe to go about the streets without being afraid of crime	85
g. There are opportunities for you or your children to improve your living conditions	85

Do you think Russian life today is that of a normal society?

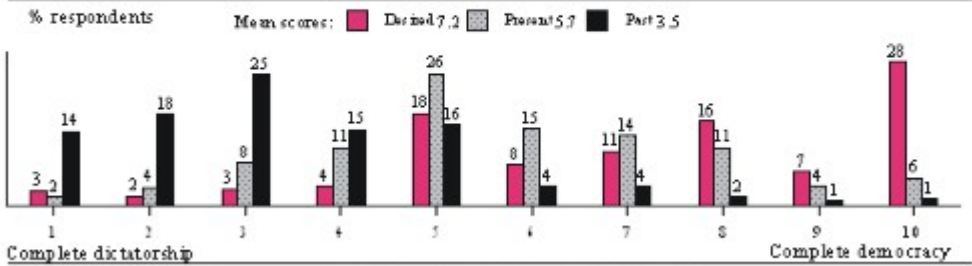
Definitely	10
Fairly normal	17
Only a little	45
Not at all normal	27

If not definitely normal: How long do you think it will be before Russia becomes a normal society?

1-2 years	2
3-5 years	14
6-10 years	41
Never	15
Difficult to know if it ever will be normal	29

Source: New Russia Barometer XIII, Fieldwork 18-23 March 2004, N=1602

Q. Here is a scale ranging from a low of 1 to a high of 10: 1 means complete dictatorship and 10 means complete democracy. A) Where would you like our country to be? B) Where would you place our country before perestroika? C) Where would you place our country at the present time?



Source: New Russia Barometer 11, fieldwork 11-23 June 2003, N=1601